



## 6COM-EUROPE

### LETTRE BIMENSUELLE DE 6COM.BE SUR LES PROBLÉMATIQUES EUROPÉENNES

## INSTITUTIONS EUROPEENNES

### **Projet de directive d'application de la directive relative au détachement des travailleurs 96/71/EC**

La Commission Européenne veut clarifier l'application de la directive relative au détachement des travailleurs de 1996. La récente proposition de la Commission ne remet pas en cause le compromis entre libre prestation de services et protection des droits des travailleurs, mais fait état des difficultés juridiques soulevées par le phénomène du détachement : remise en cause des actions collectives initiées par les syndicats des pays d'accueil dans la lignée des arrêts de la Cour de Justice (Viking, Laval, Ruffert) mais aussi problèmes d'interprétation récurrents. Outre la clarification des concepts (nature temporaire du détachement, réalité de l'activité de l'entreprise détachante dans le pays d'envoi), le texte met l'accent sur deux dimensions-clés et complémentaires : l'amélioration de l'information des entreprises et des travailleurs et l'intensification de la coopération administrative entre Etats d'envoi et Etats d'accueil. Le texte est actuellement en cours de discussion au Parlement Européen et au Conseil.

[La proposition de la Commission](#)

### **La création d'un corps européen de contrôle du travail**

Metis-Europe publie une interview de l'eurodéputée sociale-démocrate Evelyne Gebhardt. Elle a joué le rôle de rapporteuse sur le projet de directive services aussi connu sous le nom de « directive Bolkestein ». Elle s'exprime sur le dumping social, les débats communautaires autour du détachement des travailleurs, sans oublier la nécessaire instauration d'un salaire minimum en Allemagne

[Metis-Europe](#)

### **Le logement social, un levier pour sortir de la crise ?**

La commission de l'Emploi et des affaires sociales du Parlement européen vient d'adopter un rapport sur «le logement social dans l'Union européenne ». Ce rapport vise à montrer dans quelle mesure le secteur du logement social peut être un levier pour contribuer à sortir de la crise économique, sociale et environnementale.

[Communiqué de presse des Verts européens](#)

## **La Commission propose d'améliorer l'application du droit de libre circulation des travailleurs**

La Commission européenne propose des mesures visant à garantir une meilleure application de la législation de l'Union sur le droit des citoyens de travailler dans un autre État membre, permettant ainsi aux intéressés d'exercer concrètement leur droit. Indépendamment de la conformité ou non de la législation nationale avec le droit de l'Union, un problème persiste: les employeurs publics et privés ne connaissent pas suffisamment les dispositions de l'Union. Cette méconnaissance ou incompréhension du droit est une source majeure de discrimination fondée sur la nationalité.

### [Proposition de la Commission](#)

# SYNDICALISME EUROPEEN

## Les syndicats et l'activisme actionnarial

Le Trade Union Congress (TUC) et les deux principaux syndicats anglais Unite et Unison se sont accordés pour utiliser les fonds de pensions de leurs propres affiliés (1.2 milliards €) pour faire pression sur les entreprises. Les syndicats ont déjà engagé un premier bras de fer avec la société britannique de bus National Express pour qu'elle change son attitude par rapports aux syndicats dans ses filiales américaines, faute de quoi le TUC britannique et d'autres syndicats américains refuseraient de voter le rapport annuel de l'entreprise.

[Une étude de Novethic sur l'activisme actionnarial](#)

[Le cas National Express](#)

## Position de la CES sur la dimension sociale de l'Union européenne

Lors de la réunion de son comité exécutif du 23 avril 2013 la Confédération européenne des syndicats a adopté une position commune sur la dimension sociale de l'UE. Elle a une fois de plus insisté sur la nécessité d'un contrat social pour l'Europe. Ce contrat social précise que la dimension sociale de l'Europe doit faire partie intégrante de la gouvernance économique et budgétaire et bénéficier d'une attention égale. Il dit également que l'objectif primordial de la gouvernance économique et budgétaire doit être de générer croissance et emplois durables. Les grandes préoccupations et priorités de la CES concernant la dimension sociale de l'Union européenne sont clairement définies dans ce document.

[La position de la CES](#)